



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / n° 266

du 19 au 25 avril 1988

POLITIQUE

La visite de la RUOG au Guatemala est considérée comme positive.
Un appui international est nécessaire pour encourager le dialogue.
L'arrestation des opposants est critiquée au Guatemala.
Encore un prix pour Rigoberta Menchu.
Démenti quant au mécontentement qui existerait dans l'armée.
"Nous imposerons la paix" dit le ministre de la défense.
L'URNG a demandé l'élection de représentants honnêtes.
Taux élevé d'abstentions à l'occasion des élections.
Les Européens appuient la création du parlement centraméricain.
L'aide à la police est élargie.

FORCES INSURRECTIONNELLES.

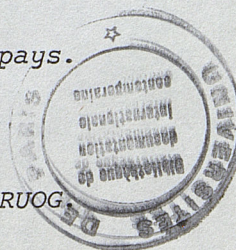
Les pertes de l'armée ont augmenté en avril.
L'armée tombe dans une embuscade dans le nord du pays.

MOUVEMENT POPULAIRE.

Les syndicalistes accueillent chaleureusement la RUOG.
La RUOG visite l'Université.
Dixième anniversaire du CUC.
Conflits du travail.
L'archevêque a rencontré la RUOG.

DROITS DE L'HOMME.

Des journalistes sont agressés.
Le GAM demande une autorisation pour chercher de nouveaux cimetières clandestins.
Un hebdomadaire allemand parle de la violation des droits de l'homme.



4° P. 12315

POLITIQUE

LA VISITE DE LA RUOG AU GUATEMALA EST CONSIDEREE COMME POSITIVE.

Les membres de la représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG) ont qualifié de "positive" la visite qu'ils ont effectuée au Guatemala du 18 au 23 avril dernier, malgré les mesures arbitraires dont ont été l'objet Rigoberta Menchu et Rolando Castillo Montalvo et malgré les multiples menaces de mort qu'a reçu la délégation durant son séjour de six jours. Les membres de la RUOG, en quittant le pays, ont déclaré que les violations des droits de l'homme continuent. En conséquence ils estiment que les conditions ne permettent pas le retour des exilés dans l'immédiat non plus que leur réintégration à la vie politique du pays. Par ailleurs ils ont manifesté leur satisfaction pour l'appui qu'ils ont reçu des principales organisations syndicales et populaires lors de la détention de deux d'entre eux au moment de leur arrivée dans le pays. La nécessité d'encourager le dialogue au Guatemala a été au centre des réunions de travail réalisées entre la RUOG et les organisations. La recherche d'une réconciliation nationale à travers le respect des droits de l'homme a été soulignée à plusieurs reprises, en considérant que ceux-ci ne recouvrent pas seulement le droit à la vie mais aussi à l'éducation, à la santé et au travail, entre autres. Finalement, il a été précisé que Menchu et Castillo n'ont pas accepté l'amnistie, comme le prétend le ministre de la défense, le général Hector Gramajo ; la RUOG considère en effet celle-ci comme une intimidation puisque cela impliquerait la reconnaissance de délits qui n'ont été commis à aucun moment.

UN APPUI INTERNATIONAL EST NECESSAIRE POUR ENCOURAGER LE DIALOGUE.

Une déclaration de la communauté internationale est nécessaire non seulement pour appuyer le processus d'Esquipulas II mais, plus particulièrement, pour encourager le dialogue national au Guatemala ; c'est ce qui a été proposé le 21 avril au cours de la réunion de la délégation de la RUOG avec la commission des droits de l'homme du Congrès de la République. Au cours de cette entrevue, qui a eu lieu au siège de l'organe législatif, on a remarqué la participation non seulement des députés de la commission en question mais également celle de députés appartenant à d'autres commissions. Durant la réunion le déplacement électoral enregistré par la droite guatémaltèque a été analysé et il en est résulté une préoccupation quant à la résurgence d'organisations clandestines d'extrême-droite comme la "Main blanche".

L'ARRESTATION DES OPPOSANTS EST CRITIQUEE AU GUATEMALA.

Le gouvernement du Guatemala a été, le 19 avril, l'objet de nombreuses critiques au sujet de l'arrestation, la veille, de deux membres de la délégation de la RUOG au moment de leur arrivée dans le pays. Entre les voix qui se sont élevées en faveur de la RUOG on trouve les partis Union du Centre National (UCN) et le Parti Socialiste Démocratique (PSD) qui ont tous deux fait remarquer l'illégalité de l'arrestation de Menchu et Castillo et la "mauvaise politique de sécurité publique" du gouvernement démocrate-chrétien. De son côté, Mynor Pinto, membre de la Commission nationale de Réconciliation (CNR), a déclaré qu'à cette occasion l'existence de la démocratie au Guatemala a été mise à l'épreuve et que sa condition d'avocat et de membre de la CNR ne lui permet pas "de garder le silence lorsqu'une faute est commise contre n'importe quel citoyen". La RUOG a également reçu de nombreuses manifestations de solidarité internationale entre lesquelles un appel de Madame Mitterrand. Le parti socialiste français signale d'ailleurs dans un communiqué que "l'accueil brutal" et l'arrestation postérieure des dirigeants de l'opposition guatémaltèque représentent une menace. Il indique que le séjour de la délégation de la RUOG dans le pays "est une preuve décisive par rapport à l'avenir du Guatemala".

ENCORE UN PRIX POUR RIGOBERTA MENCHU.

"Nous reviendrons dans notre patrie pour nous y réintégrer à la vie" ont été les mots d'adieu de Rigoberta Menchu, membre de la RUOG, en quittant le pays le 22 avril dernier pour l'Italie où elle a reçu un prix d'honneur du parlement pour son travail en faveur de l'application des droits de l'homme. A l'aéroport de Guatemala, Menchu a déclaré aux journalistes qu'elle se sentait satisfaite d'avoir pu mener à bien le programme prévu par la RUOG. Elle a ajouté que, durant les conversations avec les organisations rencontrées par la RUOG, ses membres ont pu constater que de nombreux Guatémaltèques "attendent le retour des exilés et qu'il faudra prendre des mesures concrètes pour que ce rêve se réalise".

DEMENTI QUANT AU MECONTENTEMENT QUI EXISTERAIT DANS L'ARMEE.

"Il est faux qu'il existe un mécontentement dans l'un quelconque des secteurs de l'armée du Guatemala" a déclaré le 21 avril le porte-parole de la présidence, Julio Santos, en se référant à des déclarations faites par des militaires selon lesquelles c'est "une insulte à leur honneur que l'arrivée au Guatemala de dirigeants guérilleros" par rapport à la visite au pays de la délégation de la RUOG. L'armée a dit Santos, fait partie intégrante du gouvernement de la République et elle respecte les lois du pays pour fortifier le régime de droit ainsi que les décisions qui émanent du pouvoir exécutif ou, dans le cas des exilés, de la commission de réconciliation. Dans un

journal télévisé, un militaire qui a combattu les forces insurrectionnelles a déclaré que les membres de la délégation de la RUOG "ont été reçus comme des héros" et que cette situation "constitue une atteinte à l'honneur des militaires qui ont combattu face-à-face avec l'ennemi".

NOUS IMPOSERONS LA PAIX, DIT LE MINISTRE DE LA DEFENSE.

"Si l'on ne peut obtenir la réconciliation, nous imposerons la paix au Guatemala" a déclaré le ministre de la défense, général Hector Gramajo, dans un discours prononcé le 20 avril à l'occasion de l'anniversaire de la Police Militaire Ambulante (PMA). Le militaire a assuré que la visite des quatre membres de la RUOG au pays a été "positive" à cause de l'occasion qu'ils ont fournie au gouvernement de montrer, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, que "nous vivons un état de droit où règne la loi et où les procédures sont appliquées". Par ailleurs, dans son discours, Gramajo a dit au président Cerezo que son plan et ses désirs de réconciliation nationale rencontrent beaucoup de difficultés entre lesquelles, a-t-il précisé, la faiblesse du système juridique ; il a incité le Congrès à fortifier celui-ci "pour que vous puissiez voir vos efforts couronnés". Pourtant, le général Gramajo a assuré que "si l'on ne peut obtenir la réconciliation nous imposerons la paix au Guatemala".

L'URNG A DEMANDE L'ELECTION DE REPRESENTANTS HONNETES.

Le 22 avril, quelques heures avant que commencent les élections des maires dans 272 communes de la République, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) a fait un appel à la population pour annuler son vote ou pour s'abstenir si les candidats ne représentent pas les intérêts des secteurs populaires. "Avant de voter il faut réfléchir et élire quelqu'un qui représente les intérêts populaires, sans tenir de son appartenance politique, du moment qu'il soit courageux et honnête et, surtout, qu'il ait une position démocratique" a déclaré la suprême instance insurrectionnelle. Elle a en même temps fait un appel aux soldats et aux officiers pour qu'ils "ignorent" les ordres de leurs supérieurs d'attaquer la population civile et à "ne pas se salir les mains avec le sang des innocents". Les messages ont été transmis par l'intermédiaire de la Radio Voz Popular, insurgée, qui a ajouté que les révolutionnaires guatémaltèques ne luttent pas contre les soldats "mais contre le haut commandement de l'armée, les gros riches et le pouvoir étranger qui sont les responsables des terribles conditions socio-économiques dans lesquelles vivent les Guatémaltèques".

UN TAUX ELEVE D'ABSTENTIONS A L'OCCASION DES ELECTIONS.

Au milieu de critiques au parti officiel et avec un taux d'abstentions de plus de 60 % les élections des maires ont eu lieu, le 24 avril, dans 272 communes de la République. Selon les premiers chiffres donnés par le Tribunal suprême électoral (TSE), sur 209 communes scrutées, le parti au gouvernement, Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG), prend la tête des listes avec 97, suivie par l'Union du Centre National (UCN) avec 49, puis par six autres partis et deux coalitions qui ont obtenu 63 corporations municipales. Partis, comités et coalitions ont dénoncé de multiples anomalies durant les meetings au cours des quels, d'après eux, la DCG a fait preuve de sa superbe et de l'étalage de ressources du gouvernement en sa faveur. Les communes où ont eu lieu des élections regroupent moins de 20.000 habitants et recouvriraient près de 44 % de l'électorat du pays qui est de plus de deux millions 871 électeurs.

LES EUROPEENS APPUIENT LA CREATION DU PARLEMENT CENTRAMERICAIN.

Une mission du parlement européen s'est réunie le 20 avril avec les vice-présidents des cinq nations d'Amérique Centrale pour appuyer la création d'un parlement centraméricain. L'organisme aura son siège à Esquipulas, à 140 kilomètres à l'ouest de la capitale et à 10 kilomètres de la frontière commune entre le Guatemala, le Salvador et le Honduras. "Nous venons vous aider pour ce que vous désirez" a dit le président de la mission européenne, Fernando Gonzalez, et il a ajouté que le principal pour l'Amérique centrale était que soit assumé l'accord de paix souscrit à Esquipulas ainsi que de maintenir sa souveraineté "sans ingérences étrangères".

L'AIDE A LA POLICE EST ELARGIE.

Le ministre de gouvernement, Juan José Rodil, est parti pour l'Espagne le 20 avril dernier pour signer avec son homologue espagnol, José Barrionuevo, un accord d'élargissement de la coopération pour l'amélioration du système policier du Guatemala. Le document envisage les aspects liés à l'appui technique aux systèmes informatiques et aux équipements de laboratoire de l'appareil militaire, des véhicules et 25 bourses pour des officiers de la police nationale.

FORCES INSURRECTIONNELLES

LES PERTES DE L'ARMEE ONT AUGMENTE EN AVRIL.

Des forces de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) assurent avoir provoqué 54 pertes dans l'armée au cours de diverses opérations militaires réalisées à l'intérieur du pays du 5 au 8 avril. Selon la radio Voz Popular, insurgée, les actions se sont produites

dans des communes, hameaux et tronçons de routes des départements de Retalhuleu, San Marcos et El Peten, où ils ont également mis hors d'usage un véhicule militaire, détruit un autre blindé et récupérés plusieurs armes. Par ailleurs, dans le département du nord-ouest El Quiché, des forces de l'URNG ont réalisé, entre le 4 et le 13 avril, une série d'attaques et de harcèlements contre les effectifs gouvernementaux, pourtant appuyés par la force aérienne dont l'un des hélicoptères a été atteint. Des informations officielles ont fait état d'un autre affrontement avec la guérilla, le 19 avril, au cours duquel ont été tués un officier et quatre soldats et blessés 10 autres soldats.

L'ARMEE TOMBE DANS UNE EMBUSCADE DANS LE NORD DU PAYS.

Un véhicule blindé détruit, un avion touché et un nombre indéterminé de pertes pour l'armée, c'est ce que relate l'URNG au sujet d'une embuscade réalisée, le 21 avril, dans la commune de La Libertad, dans le département du Peten (nord du pays). En outre, elle a dénoncé la militarisation de cette région par l'armée. L'organe suprême de l'insurrection a précisé que le 16 avril dernier les militaires avaient occupé La Libertad et qu'ils y maintiennent un strict contrôle de "surveillance et de vérification qui viole les accords de libre circulation, augmentant le climat d'insécurité à cause des abus qui sont commis par les soldats contre la population de l'endroit". L'URNG ajoute que, tout de suite après l'occupation, ont été recrutés "500 hommes de patrouille qui sont préparés et entraînés par l'armée à se servir des armes".

MOUVEMENT POPULAIRE

LES SYNDICALISTES ACCUEILLENT CHALEUREUSEMENT LA RUOG.

Une chaleureuse bienvenue, prolongée par une minute de silence en hommage aux milliers de syndicalistes qui sont tombés dans la lutte pour les droits des travailleurs et la démocratie juste économiquement et socialement ; c'est ce qu'ont offert les syndicalistes guatémaltèques à la délégation de la Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque (RUOG). Rigoberta Menchu, Rolando Castillo, Frank La Rue et Marta Gloria de Torres ont conversé, le 20 avril, avec plusieurs dirigeants des principaux syndicats du pays. Durant la réunion qui s'est tenue dans le local de l'Union Syndicale des Travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) on a condamné avec énergie la brimade infligée à Menchu et Castillo et l'on a largement passé en revue les problèmes auxquels les syndicalistes guatémaltèques ont à faire face. Ceux-ci passent par "la non-application de la constitution, la non-existence de moyens coercitifs pour que soit mises en vigueur les lois du travail dont les patrons dénie l'application", entre autres. Ensuite la délégation a visité la fabrique de Coca-Cola

où ses membres ont été reçus par la totalité du syndicat de cette multinationale. On a rappelé l'assassinat de 13 de ses dirigeants en 1980 et 81 et une minute de silence a été observée en hommage à leur mémoire. Il y a également eu une minute d'applaudissements pour les délégués de la RUOG et leurs accompagnateurs internationaux, ainsi que des manifestations d'appui inconditionnel à la tâche qu'ils réalisent sur le plan international et en faveur de leur retour au Guatemala.

LA RUOG VISITE L'UNIVERSITE.

La délégation de la RUOG a effectué, le 21 avril, une visite de l'Université de San Carlos (USAC) où ont été réalisées plusieurs sessions de travail avec les dirigeants étudiants et syndicaux de ce lieu d'études. Elle y a participé à un acte auquel ont assisté environ 4000 étudiants qui ont rempli l'auditorium de la Faculté d'Ingénierie. Durant la visite à la USAC les problèmes que traverse celle-ci ont été analysés et sont modèrément considérés comme "caduc et ne correspondant pas aux intérêts du pays". La baisse du niveau académique a été dénoncée ; elle est due à l'assassinat ou à l'exil de nombreux professeurs, à la difficile articulation entre enseignement et recherche et au bureaucratisme du Conseil Supérieur Universitaire qui n'a fait aucune analyse des problèmes sociaux et économiques du pays. Durant la réunion dans l'auditorium de la faculté d'ingénierie hommage a été rendu aux milliers de maîtres et d'étudiants sacrifiés par la répression avec plusieurs minutes d'applaudissements au début et à la fin du meeting. Les étudiants avaient pris de strictes mesures de sécurité pour garantir la vie des membres de la RUOG et de leurs accompagnateurs internationaux durant la visite à l'université. Par ailleurs, la RUOG a rencontré la Confédération de religieux du Guatemala, le GAM, la direction de plusieurs partis politiques ainsi que la direction de la Centrale générale des travailleurs du Guatemala.

DIXIEME ANNIVERSAIRE DU CUC.

Le Comité d'Unité Paysanné (CUC) a eu, le 15 avril, 10 ans en tant qu'organisation des travailleurs paysans dans laquelle les indigènes et les ladinos pauvres luttent, de façon organisée, contre la répression et pour obtenir de meilleures conditions de vie. Dans un communiqué le CUC a demandé que soit résolu de façon urgente, sérieuse et profonde, le problème agraire du pays et il a manifesté son appui au contenu de la lettre pastorale "La clameur pour la terre". Dans un autre passage du communiqué, l'organisation paysanne a dénoncé les constantes violations des droits de l'homme, de la part de l'armée vis-à-vis des paysans, et soulignent les tâches à réaliser dans la conjoncture actuelle ; entre celles-ci se détachent la lutte contre l'élévation du coût de la vie, les augmentations de salaire dans

les fermes et la distribution de la terre. De même, le CUC signale l'importance d'une participation plus active à l'Union de l'Action Syndicale et Populaire (UASP) et la lutte pour le retour des réfugiés ainsi que les droits de ces derniers à reconstruire leurs communautés.

CONFLITS DU TRAVAIL.

Plus de 1.500 travailleurs ont été affectés par la reclassification de postes et de salaires réalisée par le gouvernement ; ils sont disposés à avoir recours à la grève si le bureau du service civil ne s'occupe pas d'eux ; c'est ce qu'a fait savoir, le 20 avril dernier, le dirigeant syndical du Ministère des Finances, Manuel Meneses. Le Syndicat des Travailleurs de l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Nationale (STIGSS) a demandé, le 22 avril, l'approbation d'un nouvel accord collectif sur les conditions de travail dans lequel il est exigé, entre autres choses, des augmentations de salaire chaque année et qu'il leur soit possible de prendre des décisions quant à la nomination du personnel. La mesure légale a été immédiatement empêchée par les autorités de l'IGGS. Les travailleurs municipaux de la capitale ont exigé, le 21 avril dernier, que soit concrétisée l'augmentation de salaire de 50 quetzals offerte l'année dernière par le président Vinicio Cerezo. Ils ont dénoncé le fait que les autorités municipales veulent faire un autre usage de ces ressources qui appartiennent aux seuls travailleurs. Le prêtre et leader paysan, Andrés Giron, maintient son idée de faire pression sur le président Cerezo pour qu'il distribue plus de terres à ceux qu'il représente sur la côté sud ; il continue donc son jeûne devant le Palais National commencé le 16 avril. Cerezo menace de déloger le curé Giron. Les parlementaires européens qui se sont rendus au Guatemala pour accompagner la délégation de la RUOG ont visité, le 23 avril, les installations de l'usine textile Lunafil et se sont solidarisés avec les travailleurs qui demandent, depuis des mois, la réinstallation de plusieurs de leurs compagnons injustement licenciés et qui, en conséquence, occupent les installations de l'usine en question.

L'ARCHEVEQUE A RENCONTRE LA RUOG.

"Ce n'est pas encore le moment pour que les exilés reviennent" a déclaré le 20 avril l'archevêque métropolitain, Prospero Penados del Barrio, après son entrevue avec les membres de la RUOG. Quelques moments auparavant les membres de l'opposition guatémaltèque avaient rencontré la Commission Nationale de Réconciliation (CNR) qui a écouté les déclarations de la RUOG "qui seront transmises à l'exécutif à des fins de conciliation", selon les paroles de Mgr. Rodolfo Quezada Toruno, président de la CNR. Penados del Barrio a indiqué qu'il était nécessaire, avant le retour des exilés, que les Guatémaltèques "apprennent à vivre en démocratie pour que chaque secteur puisse respecter la manière de penser des autres".

DROITS DE L'HOMME

DES JOURNALISTES SONT AGRESSES.

Des journalistes guatémaltèques ont protesté dans la nuit du 18 avril devant le siège des droits de l'homme contre les mauvais traitements dont ils ont été l'objet dans la matinée de la part des forces de sécurité. Dans un rapport adressé au procureur, Gonzalo Menendez de la Riva, les journalistes relatent les faits et la façon dont ils ont été agressés physiquement et verbalement par des agents secrets alors qu'ils rendaient compte du succès de l'arrivée de la délégation de la RUOG. Ils ont également précisé que leurs équipements avaient été assez détériorés.

LE GAM DEMANDE UNE AUTORISATION POUR CHERCHER DE NOUVEAUX CIMETIERES CLANDESTINS.

Le Groupe d'Appui Mutuel (GAM), par l'intermédiaire de sa direction, a demandé le 22 avril au contrôleur des droits de l'homme de désigner un émissaire de cet organisme pour aller à la recherche de quelques dix cimetières clandestins qui seraient situés dans différentes communes du Département d'El Quiché (nord-ouest). Le GAM demande que le procureur Menendez de la Riva l'aide à réaliser les négociations avec les autorités judiciaires d'El Quiché pour que soit autorisée de façon légale la localisation des cimetières clandestins et pour éviter que des éléments de l'armée stationnés dans cette région les menacent et les insultent ou même, dans des cas graves, "attentent à leur intégrité physique ou morale".

UN HEBDOMADAIRE ALLEMAND PARLE DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME.

Le Guatemala est un pays asphyxié par la pauvreté et la répression où la terreur quotidienne domine le paysage national, affirment le journaliste Charles Sieber et le photographe Jean-Marie Simon, dans un article publié par l'hebdomadaire d'Allemagne de l'ouest, Die Zeit, le 20 avril. Les nord-américains qui collaborent dans les institutions humanitaires internationales considèrent que la situation des droits de l'homme n'a pas changé substantiellement depuis la mise en place du gouvernement démocrate-chrétien et affirment que le Guatemala se caractérise "par la beauté de son paysage, la richesse culturelle de ses indigènes et les crimes des militaires".